

« La vocation nucléaire » de la Bretagne

Que la Bretagne soit l'endroit idéal pour y implanter des centrales nucléaires, ce n'est pas une de ces évidences qui s'imposent immédiatement à l'esprit. Si Brennilis, une des plus anciennes, a bien été construite au milieu des monts d'Arrée, c'est parce qu'elle était expérimentale : elle ne produisait pas beaucoup et ne pouvait apporter d'importantes ressources aux zones industrielles de l'hexagone. Peut-être aussi avait-on l'idée que si l'expérience tournait mal, les dégâts seraient limités : la région est peu peuplée et sans importance économique aux yeux des technocrates. Qui irait se soucier de la poignée de gens persistant à demeurer dans un endroit aussi sauvage ?

Lorsqu'on est passé à un autre stade, non plus expérimental mais de production sérieuse, ce n'est pas à la Bretagne qu'on a pensé d'abord, et surtout pas à l'extrême ouest de la Bretagne.

Les lieux d'implantation des centrales sont choisis en fonction de divers impératifs techniques et économiques. Il faut entre autres de l'espace, et si possible trouver des terrains dont le prix d'achat ne soit pas trop élevé. Il faut des sources de refroidissement et en particulier de l'eau en grandes quantités. Il faut enfin que les centrales ne soient pas trop éloignées des centres industriels qu'elles alimentent afin que le transport de l'électricité produite ne revienne pas trop cher. C'est pourquoi les premières centrales ont été construites dans des endroits peu éloignés des centres industriels qu'elles alimentent afin que le transport de l'électricité produite ne revienne pas trop cher. C'est pourquoi les premières centrales ont été construites dans des endroits peu éloignés des centres industriels : vallée de la Loire, du Rhône, du Rhin... Ceci a d'autant moins posé de problèmes qu'à ses débuts, la politique de construction de telles centrales n'a pas suscité une grande opposition, en particulier au niveau local. Par exemple, les centrales de la vallée de la Loire ont été, dans l'ensemble, assez bien acceptées par la population concernée, d'autant plus qu'EDF n'a pas négligé les entreprises de séduction : cofinancement d'équipements collectifs pour les communes où résident les agents EDF de la centrale, promesses de créations d'em-

ploi auxquelles les municipalités ont bien voulu croire avec beaucoup d'empressement.

1) Si personne n'en veut, peut-être que les Bretons...

Les choses ont commencé à mal tourner quand un programme systématique de construction de centrales électronucléaires a été mis en place et qu'il a fallu recenser tous les sites possibles. Ces préoccupations ont peu à peu coïncidé avec le développement d'une prise de conscience écologique, une interrogation sur le fonctionnement des centrales et les dangers du nucléaire et, en fin de compte, le développement d'un mouvement antinucléaire.

C'est alors qu'on a commencé à lorgner vers la Bretagne dont jusque-là on ne s'était guère soucié, sauf pour y sélectionner le site du Pellerin, mais celui-ci à certains égards fait partie de la catégorie mentionnée ci-dessus des sites proches des centres industriels (la Basse-Loire). Il n'était en effet pas urgent d'implanter des centrales en Bretagne, région peu industrialisée où la demande en énergie ne risque pas de croître spectaculairement. La Bretagne entrerait si peu dans le plan de développement économique de la bourgeoisie qu'EDF, avant de vouloir y implanter des centrales, avait dans un premier temps raccordé toute la région aux centrales classiques de Cheviré et Cordemais près de Nantes, estimant que c'était bien suffisant pour satisfaire la demande et en avait profité pour fermer quelques petites centrales qui pouvaient fonctionner ici où là (celle de Portzic, par exemple). Elle n'a pas voulu entendre alors la protestation des syndiqués estimant qu'il fallait maintenir quelques centrales davantage vers l'Ouest, non par crainte de déficit, mais afin d'éviter les chutes de tension « en bout de ligne ». On ne parlait pas alors de la Bretagne « déficitaire en électricité » ce qui est d'ailleurs une affirmation mensongère, à moins qu'on ne mette Nantes hors de Bretagne.

On a donc commencé à regarder vers l'Ouest, de plus en plus loin vers l'Ouest : d'abord Erdeven, puis

Beg an Fri, la pointe du Corsen, Feunteun Aod enfin.

A priori, ce n'est pas la solution la plus intéressante techniquement : si les quantités d'eau nécessaires au refroidissement existent bien, le transport de l'électricité vers les centres industriels va nécessiter l'implantation de couloirs de lignes à très haute tension avec, comme conséquence, d'une part une élévation du prix de revient et, d'autre part, une considérable déperdition d'énergie le long du parcours.

Mais, d'un autre côté, la Bretagne présente des avantages liés à sa géographie économique particulière. C'est une région économiquement sous-développée (conséquence de la politique de la bourgeoisie hexagonale à son égard) et qui n'a pas une densité de population très élevée. L'évolution de l'agriculture se fait plutôt dans le sens d'une rentabilisation des exploitations que dans celui d'une extension ou réextension des surfaces cultivées. Les campagnes se vident peu à peu de leurs habitants qui viennent se concentrer autour des quelques grands centres urbains. Cette évolution laisse disponibles des portions d'espace importantes que la bourgeoisie cherche à utiliser à son profit par le développement d'une industrie touristique et par l'installation d'équipements coûteux en espace (par ailleurs sans intérêt pour la région concernée) : équipements militaires et électronucléaires. La relativement faible densité de population doit rendre, aux yeux de la bourgeoisie, plus difficile l'organisation d'une résistance antinucléaire, en même temps qu'elle simplifie les mesures de sécurité : moins de fortes concentrations de populations à évacuer en cas d'« incident » (mais il n'est pas sûr que ce soit cet aspect qui ait pesé du plus grand poids, le souci de la sécurité n'étant pas la préoccupation dominante). De plus, au cas où les formes de contestation se dessineraient malgré tout, la forte implantation militaire permet de les étouffer dans l'œuf. Il ne manque d'ailleurs pas de terrains où implanter des casernes de CRS chargés de protéger les centrales et les couloirs des lignes à haute tension, eux aussi grands dévoreurs d'espace. Donc, un certain nombre d'aspects positifs qui contrebalancent les problèmes posés par le transport de l'énergie.